



# SEINE SAINT DENIS

Monsieur le Président,

La DGFIP continue de payer un lourd tribut à la politique d'austérité du gouvernement en annonçant, la suppression de 1530 emplois au 1er septembre 2017.

Depuis 13 ans, plus de 35 000 emplois ont été supprimés à la DGFIP. Aux suppressions d'emplois s'ajoute aussi l'insuffisance des recrutements, qui ne permet pas de pourvoir tous les postes. Ainsi il y a un déficit de 907 B et 2614 C.

Pour ce qui est de notre direction c'est encore -124 postes vacants B et C confondus, notre direction se voit distiller au compte gouttes de nouveaux agents en cours d'année, affectés dans des services à l'agonie, sans agent d'expérience pour les former ou qui n'ont simplement pas le temps !

Toutes les réformes relatives au service public, engagées ces dernières années, ont conduit à une dégradation des services (souffrances des agents, fermeture de services de proximités,...) et d'un service public déshumanisé, inadapté aux personnes en difficultés ou en situation de précarité.

À tel point qu'aujourd'hui, la CGT l'affirme la DGFIP telle qu'elle a été créée est en danger de disparition... son réseau s'affaiblit de jour en jour et le sens des missions s'obscurcit pour chacun d'entre nous.

Nous somme réunis en CAPL ce jour pour statuer une troisième fois sur des affectations des agents administratifs stagiaires issus du concours 2016.

Concernant les mouvements de mutations, tout en remerciant les agents des services des ressources humaines pour leur travail, nous ne pouvons que condamner les nouvelles règles instaurés par la DGFIP avec la règles des trois ans, pour les nouveaux agents, affectés en ALD RAN qui pourra permettre aux directions départementales de les dispatcher au grès des pénuries tout les 6 mois dans la RAN ; Avec l'élargissement des RAN dans notre département nous ne pouvons que comprendre le choix des anciens agents de quitter le département et celui des nouveaux de refuser le concours en connaissant leurs affectations dans le 93.

La CGT Finances Publiques demandent (exige):

- l'arrêt des suppressions d'emplois;
- un recrutement massifs pour pourvoir les postes vacants;
- le retour aux 11 RAN dans le département;
- l'arrêt des affectations sur trois ans à résidences administratives;
- l'engagement de la DDFIP 93 de ne pas déplacer, les nouveaux agents, tout les 6 mois

Bobigny le 24 janvier 2017